

A la veille des déclarations de la présidence : “Coordonner tout ça pour essayer d’imposer une autre Algérie...”

Une Algérie qui réponde aux besoins de ses travailleur.es, ses chômeur.es, ses étudiant.es, des femmes, des masses populaires

mardi 12 mars 2019, par [AICHOUN Abdelghani](#), [LARRACHE Antoine](#), [LT \(Bejaïa\)](#), [METAOUI Fayçal](#) (Date de rédaction antérieure : 10 mars 2019).

LT est militant du PST à Bejaïa. Il fait le point avec nous ce dimanche 10 mars, début de la semaine en Algérie, après la mobilisation du 8 mars, la décision du pouvoir d’avancer les vacances universitaires et le début de grève de masse dans le pays.

Sommaire

- [UGTA Un sit-in pour demander](#)
- [L’Union UGTA de Rouiba soutien](#)

Antoine Larrache : Où en est la mobilisation ?

LT - La grève générale est un fait. Tous les secteurs sont touchés, la Sonatrach est en grève : dans les raffineries du sud, à Bejaïa, à la direction à Alger, dans la filiale Naftal, même s’il est difficile de savoir à quel niveau précis. Les établissements publics sont fermés, les secteurs industriels privés sont touchés eux aussi. À Bejaïa, le port et la zone industrielle, à Akbou la zone industrielle et les établissements publics sont fermés. Pas mal d’universités sont occupées à la suite de la décision du ministre de fermer les universités avant l’heure.

Le mouvement est donc spontané ?

Les travailleurs, les enseignants, les étudiants, ont appelé à désobéir à la décision du ministre, de rester dans les universités et de les occuper. À Alger, à Tizi Ouzou, à Bejaïa le mouvement est très fort. Il s’agit de décrédibiliser la décision du ministre, d’empêcher qu’elle s’applique.

Tous les établissements scolaires sont en grève : école, lycées, universités. Il y a aussi les établissements publics, comme les impôts, qui sont en grève. Tout est bloqué.

Et au-delà de la fonction publique ?

C’est l’effet boule de neige qui a provoqué la grève et qui entraîne tout le monde. À Cevital, la direction est en conflit avec l’état et cherche à surfer sur la vague populaire. Elle a laissé faire les travailleurs... mais de toute façon, elle n’aurait pas pu les empêcher.

Il y a pas mal de sections syndicales qui remettent en cause la décision de la direction de l'UGTA de soutenir le pouvoir. Ils ont rejoint le mouvement avec des appels concrets. Actuellement, les bastions industriels, les bastions combatifs sont en rassemblement ce dimanche.

La section syndicale de l'Eniem, l'usine d'électroménager de Tizi Ouzou s'est désolidarisée de la direction de l'UGTA [Voir annexe ci dessous.]. Il y a aussi la déclaration de la section locale du secteur industriel de Rouiba [Voir annexe ci dessous.]. Il y en a un certain nombre d'autres qui ont pris cette décision. Avec la grève d'aujourd'hui, la direction de la centrale syndicale n'a plus le contrôle sur sa base militante, sur la base des travailleurs. On espère que cela conduise à une remise en cause de la hiérarchie pour imposer une centrale syndicale au service des travailleurs. C'est l'orientation qu'il faut se donner.

Quelles perspectives proposez-vous au mouvement ?

On appelle à deux choses : le service minimum dans la santé, le commerce, les transports pour ne pas bloquer la population. La grève partout, avec le mot d'ordre de donner une auto-organisation et une coordination à tous ces secteurs en grève pour aller de l'avant.

Il faut coordonner les différents secteurs industriels, les services, mais aussi les travailleurs et les régions. On appelle les quartiers, les communes, les populations pour s'auto-organiser pour créer des comités de base pour coordonner tout ça. Ça avance dans les universités, dans des communes.

Je considère qu'on peut parler d'une révolution, car la révolution est l'irruption des masses sur la scène politique. Des millions d'Algériens sont mobilisés, sont dans la rue. Tous les secteurs, sans exception, sont touchés. Mais il n'y a pas de coordination. La nécessité de la coordination est d'être efficace dans ce processus révolutionnaire, efficaces pour remettre en cause le pouvoir en place et imposer un autre système, qui répond aux besoins aux besoins des masses. Si les travailleurs sont en grève, c'est parce que leur situation est désastreuse. Leur pouvoir d'achat est désastreux. Les libertés syndicales sont bafouées. Les chômeurs n'ont pas de travail, les étudiants ne sont pas satisfaits de leurs conditions pédagogiques. L'universités publique, gratuite, ouverte à toutes et à tous, n'est pas garantie, ils demandent une autre université.

Il faut donc coordonner tout ça pour essayer d'imposer une autre Algérie, qui répond aux besoins de ses travailleurs, ses chômeurs, ses étudiants, des femmes, des masses populaires. Le moyen le plus efficace est de s'organiser pour imposer une assemblée constituante représentative de cette majorité de travailleurs. C'est le meilleur moyen d'aller dans ce sens.

L'auto-organisation et la coordination entre tous ces secteurs, les démunis qui sont en lutte, c'est pour empêcher l'opposition ultra libérale, qui a assez de moyens financiers, l'accès aux médias privés, de surfer sur cette vague pour imposer sa présence comme alternative. Ils ont des moyens, nous on n'a que notre mobilisation, notre auto-organisation pour empêcher tout courant, tout groupe, toute personne de s'autoproclamer dirigeant de ce processus révolutionnaire.

Propos recueillis par Antoine Larrache

• Créé le Dimanche 10 mars 2019, mise à jour Lundi 11 mars 2019, 23:58 :

<https://npa2009.org/actualite/international/coordonner-tout-ca-pour-essayer-dimposer-une-autre-algerie-qui-repond-aux>

UGTA Un sit-in pour demander le départ de Sidi Saïd

Des dizaines de travailleurs, dont des syndicalistes radiés, se sont regroupés, hier, devant le siège de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) pour réclamer le départ de son premier responsable, Abdelmadjid Sidi Saïd.

Les contestataires ont été empêchés d'accéder à l'intérieur de la Maison du peuple, occupée pour la circonstance, par des « pro-Sidi Saïd » rappelés par ce dernier dans l'objectif de faire face à la contestation. Poussés par des policiers vers les ruelles adjacentes, les frondeurs ont fustigé la gestion du premier responsable de la centrale syndicale. Il y avait d'anciens syndicalistes de la Caar, de l'Algérienne des eaux ou du secteur de l'enseignement supérieur. Certains d'entre eux font partie du mouvement de redressement de l'UGTA, lancé par le sénateur et ancien membre de l'exécutif de la centrale, Mohamed Tayeb Hamarnia.

A noter qu'il n'y avait pas de slogans contre le « 5^e mandat ». Sidi Saïd est fortement critiqué par beaucoup de travailleurs, notamment après le soutien exprimé par la centrale syndicale pour le 5^e mandat. L'appel pour ce rassemblement devant le siège de l'UGTA avait été lancé, il y a quelques jours, via les réseaux sociaux. Pour y faire face, l'exécutif de la centrale syndicale a adressé, il y a trois jours, une convocation aux membres de ses différentes structures pour se présenter (hier) à la Maison du peuple à l'heure (9h) où allait commencer le rassemblement de contestation.

La convocation avait pour ordre du jour « point d'ordre ». L'accès au siège était par conséquent filtré. Même les gens des médias n'étaient pas autorisés à y accéder. Si l'appel de la contestation n'a pas drainé les foules, Sidi Saïd n'a pas pu également mobiliser grand monde parmi ses alliés.

Ils étaient quelques dizaines seulement à l'intérieur. En tout cas, le soutien affiché par la centrale syndicale pour le 5^e mandat a créé un véritable malaise dans ses rangs. Tout comme pour le FLN et le RND, des défections commencent à être signalées. Hier, la section syndicale de l'Eniem, l'usine d'électroménager de Tizi Ouzou, s'est démarquée du soutien de l'UGTA à Bouteflika.

ABDELGHANI AICHOUN

- *El Watan*, 05 MARS 2019 À 11 H 00 MIN 1079 :
<https://www.elwatan.com/edition/actualite/ugta-un-sit-in-pour-demander-le-depart-de-sidi-said-05-03-2019>

L'Union UGTA de Rouiba soutient le mouvement contre le 5^e mandat

L'union locale de UGTA (Union Générale des Travailleurs Algériens) de Rouiba, l'une des plus importantes du pays, a fait une déclaration signée, ce mercredi 6 mars, par son secrétaire générale Mokdad Messaoudi, annonce son soutien au mouvement populaire contre le 5^e mandat.

« Les travailleurs saluent le caractère pacifique, fraternel et responsable des manifestations. Ne pouvant rester en marge des aspirations populaires profondes qui s'expriment, nous joignons nos voix pour dire oui à un changement du système. Un système qui préserve la propriété inaliénable du peuple sur les richesses naturelles de la nation, réhabilite le rôle de l'État dans le développement économique et social et la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Un système qui se démarque des oligarchies et revalorise la valeur du travail et qui place l'homme au centre du développement. Un système qui garantit les libertés individuelles, collectives et le libre exercice du droit syndical », détaille la déclaration.

Selon cette union syndicale, qui couvre la zone industrielle de Rouiba, à l'ouest d'Alger, l'UGTA ne doit pas s'inscrire en porte-à-faux avec l'histoire. Elle « doit exprimer l'adhésion des travailleurs aux aspirations de la nation au changement pour une vie meilleure ». « C'est pour cela que nous demandons une réunion d'urgence de la Commission exécutive nationale (CEN), instance suprême entre deux congrès, pour débattre de la situation et prendre une position claire dans l'intérêt du pays, des travailleurs et de l'UGTA ».

Abdelmadjid Sidi Said, secrétaire générale de l'UGTA, a déclaré publiquement son soutien d'un 5^e mandat en faisant campagne pour le candidat Bouteflika. D'autres sections de la Centrale syndicale ont déjà exprimé leur rejet de cette position politique comme celle de l'ENIEM Tizi Ouzou.

Fayçal Métaoui

• TSA-Algérie, 06 Mars 2019 à 16:30 :

<https://www.tsa-algerie.com/lunion-ugta-de-rouibsoutient-le-mouvement-contre-le-5eme-mandat/>
